

Protection sociale, coût du travail et emploi

1 La difficile évaluation du coût du travail

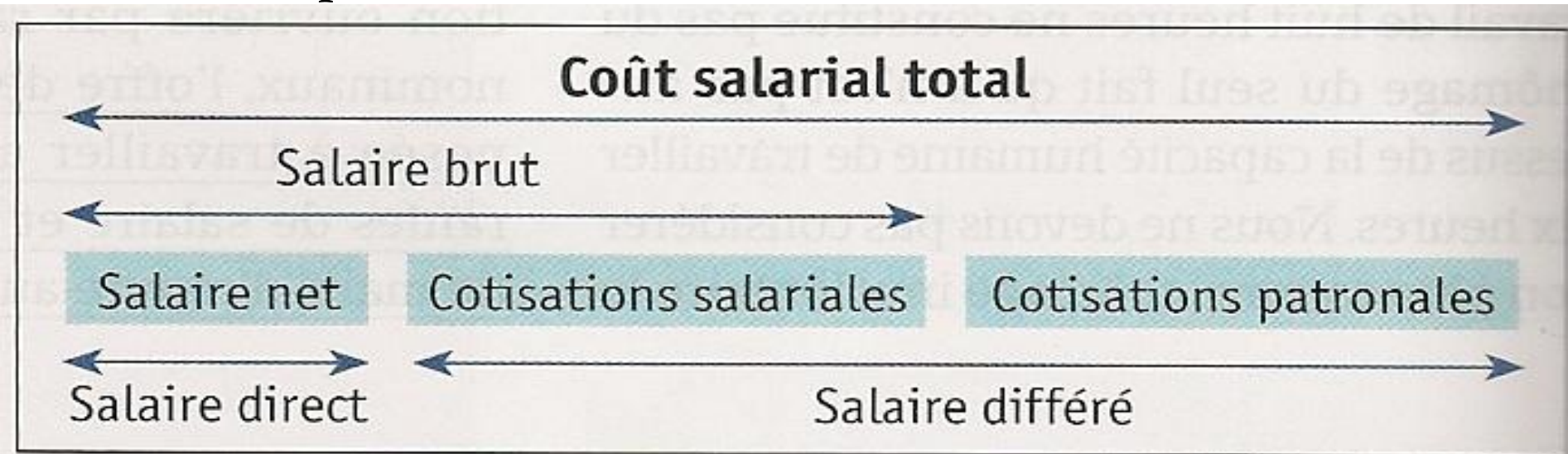
2 La prise en compte de la productivité du travail

3 Protection sociale et coût du travail

4 La baisse du coût du travail est-elle efficace ?

1 La difficile évaluation du coût du travail

A priori la définition du coût du travail est simple : il s'agit du salaire brut reçu par le salarié auquel on ajoute l'ensemble des cotisations sociales que doit verser pour lui son employeur et l'ensemble des coûts induits par son embauche.



On remarquera au passage que les cotisations sociales ne doivent pas être considérées comme étant « en plus » du salaire : elles sont un élément du salaire et appartiennent donc au salarié.

C'est ce que l'on appelle le salaire différé.

Le problème est que tous les pays n'ont pas la même approche de ce coût. Par exemple, au Royaume-Uni, on ne considère pas que les taxes liées à l'apprentissage font partie du coût du travail.

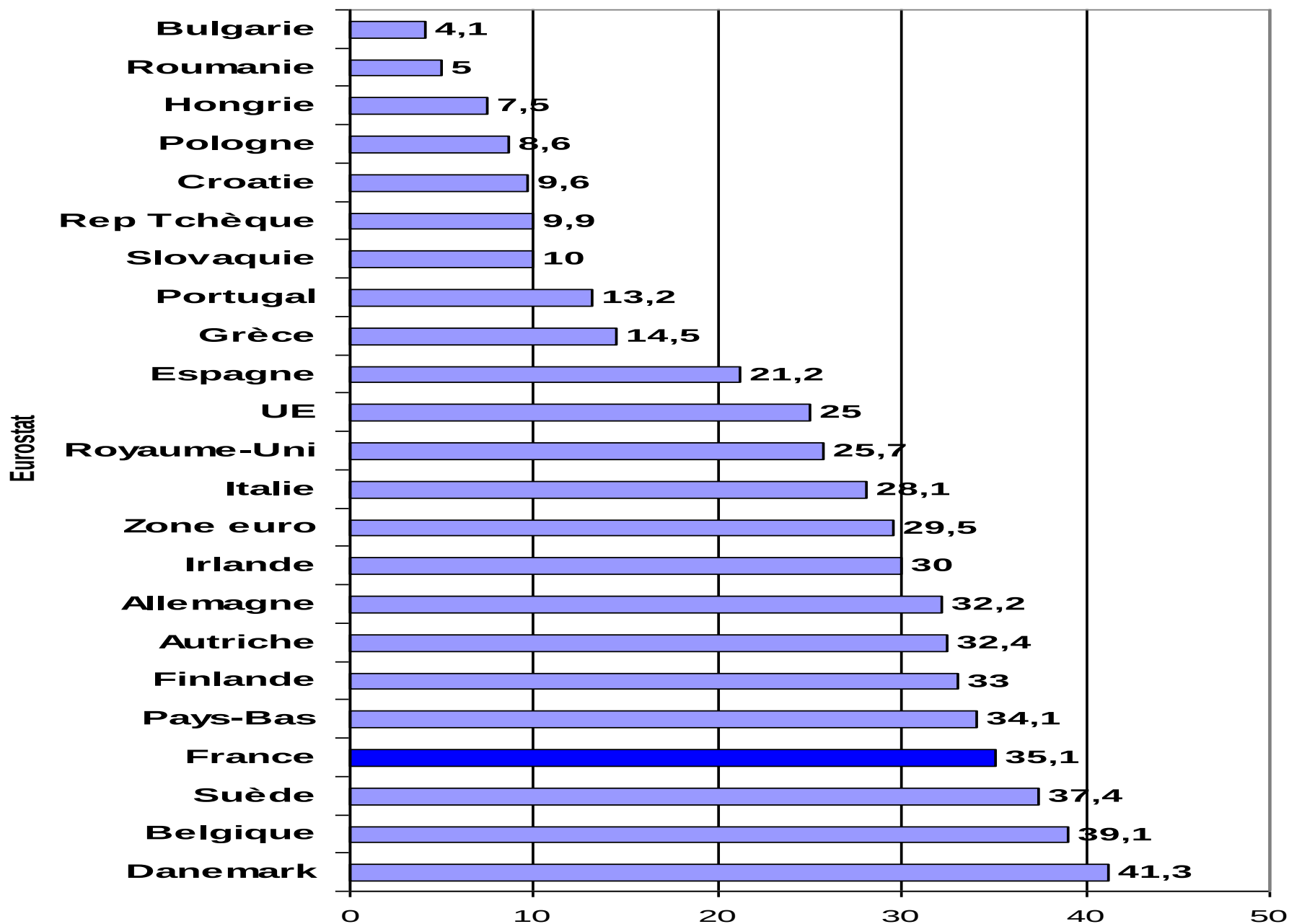
Le problème se pose surtout au niveau d'un coût moyen : il s'agit d'une simple photographie qui masque des écarts significatifs :

- écarts entre secteurs d'activité : le coût du travail industriel est plus sensible que celui des services à la concurrence internationale, mais en même temps, pour produire, l'industrie a besoin des services.

Le coût du travail dans les services a donc un impact sur le coût de production industriel, l'inverse étant moins vrai.

- écarts entre niveaux de rémunération : les cotisations sociales ne sont pas du tout uniformes ni proportionnelles : par exemple, en France, les cotisations sociales patronales au niveau du SMIC sont presque inexistantes désormais.

Coût horaire moyen du travail en euros en 2015



La France a donc semble-t-il un coût du travail élevé. Mais si on rentre un peu dans le détail on voit que son coût industriel est inférieur à celui de l'Allemagne.

C'est donc son coût dans les services qui fait augmenter la moyenne de son coût.

Enquêtes ECMO 2000, 2004, 2008
et enquête 2012 prolongée au 2^e trimestre 2015
par les indices du coût de la main d'oeuvre

Niveau de coût de l'heure de travail, en euros

Industrie et Services marchands

	2000	2004	2008	2012	2015-2
Zone Euro*	20,78	23,35	25,65	28,73	29,88
Allemagne	26,34	27,76	29,34	31,93	33,91
Belgique	26,68	30,33	35,70	40,14	41,30
Espagne	14,22	16,25	18,94	20,92	21,05
France	24,42	28,67	32,19	35,20	36,19
Italie	18,99	22,81	24,88	26,91	27,69
Pays-Bas	22,99	27,23	29,23	32,17	33,33
Hors zone euro :					
Royaume-Uni	23,85	21,62	23,41	24,49	29,12

Industrie manufacturière

	2000	2004	2008	2012	2015-2
Zone Euro*	21,93	24,41	27,25	30,64	32,39
Allemagne	28,48	30,80	33,37	36,13	39,53
Belgique	28,48	32,32	36,70	42,02	43,28
Espagne	15,12	17,42	20,28	22,42	22,69
France	24,01	29,26	33,16	36,10	37,47
Italie	18,28	22,23	24,02	27,11	27,79
Pays-Bas	24,11	28,08	30,26	33,29	34,89
Hors zone euro :					
Royaume-Uni	23,50	22,13	23,49	24,03	28,48

Source : Eurostat, enquêtes quadriennales ECMO et indices du coût de la main d'œuvre.(cjo-cvs)

*Zone euro à 11 en 2000, à 19 depuis 2004

données disponibles au 16/09/2015

A ce niveau, dans la comparaison entre la France et l'Allemagne il faut remarquer deux choses :

- le coût des services en France est supérieur à celui de l'Allemagne, mais les services sont le secteur le moins exposé à la concurrence internationale : difficile donc d'imputer nos échecs commerciaux à ce coût des services.

- le coût en Allemagne est plus faible qu'en France dans les services pour deux raisons :

- Les lois « Hartz » du nom du ministre du travail de Gerhard Schröder qui en 2003 ont complètement libéralisé le marché du travail et multiplié les « mini jobs » payés 400 € par mois (+28% de cotisations sociales patronales soit un coût de 512 €) quelle que soit la durée du travail.

- L'embauche massive de travailleurs immigrés ou réfugiés qui sont payés 80 centimes de l'heure (+13% pour l'assurance maladie)

En France, ce type de contrat de travail dérogatoire n'est pas (pour l'instant ?) possible.

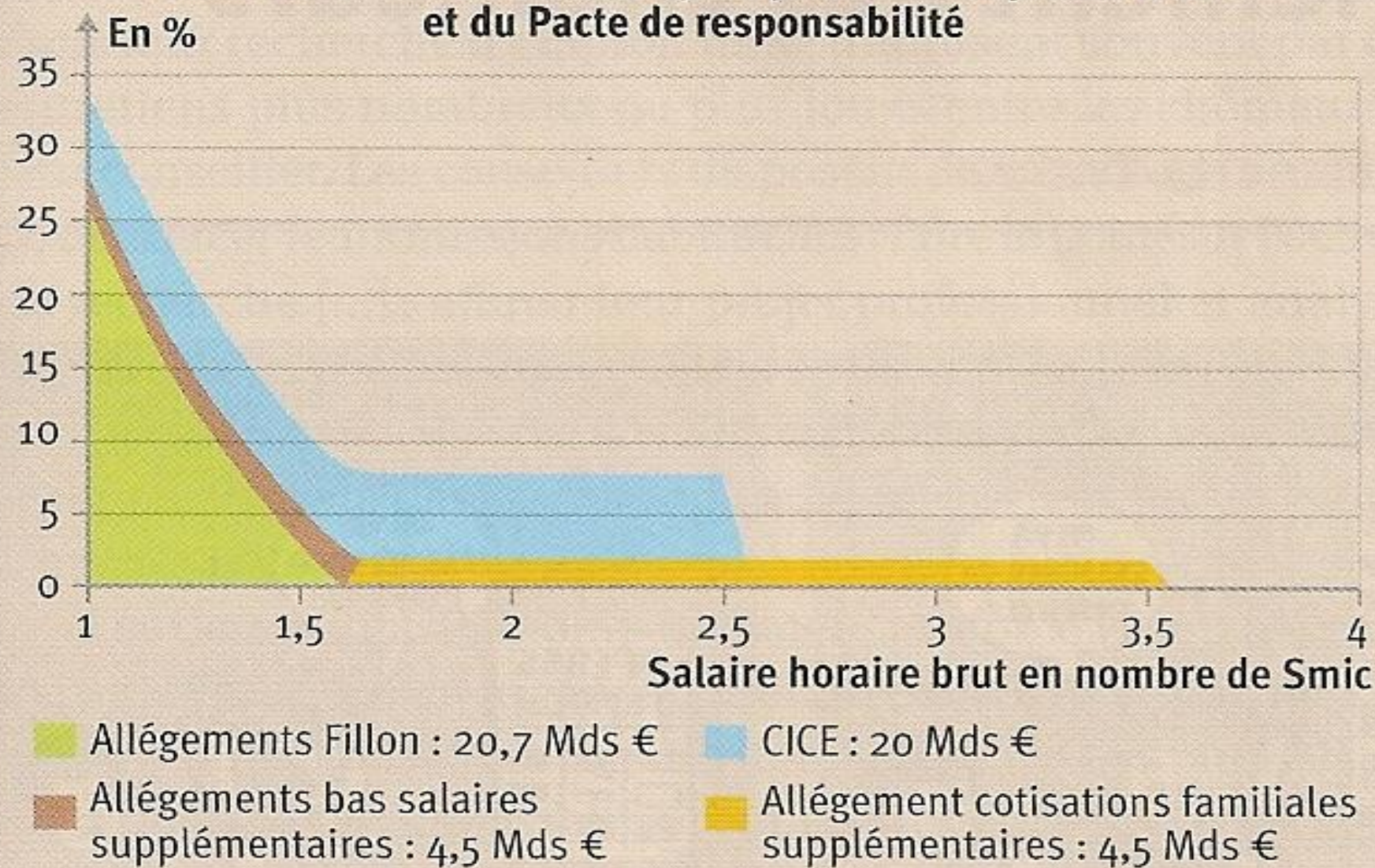
Ce contrat peut éventuellement être intéressant pour un étudiant à mi temps, mais cela ne représente que 700 000 mini jobs sur un total de plus de 7 000 000.

En France le choix politique porte plus sur l'allègement des cotisations sociales patronales au niveau du SMIC, ce qui incite d'ailleurs les employeurs à employer au SMIC, même si les exonérations sont dégressives et ne disparaissent vraiment qu'à 3.5 fois le SMIC.

Le coût total annuel des exonérations est important : pratiquement 50 milliards €. Il faudra alors se poser la question de la rentabilité de cette mesure et de son efficacité dans la lutte contre le chômage.

Ces exonérations ont-elles permis de limiter l'écart de coût du travail entre la France et l'Allemagne, mais l'effet sur l'emploi et sur le commerce extérieur reste très discutable.

Taux d'exonération de cotisations sociales et patronales selon le niveau de salaire après prise en compte du CICE et du Pacte de responsabilité



Eric Hoyer, « Fiscalité des entreprises en France. Un état des lieux et quatre propositions », *Revue de l'OFCE* 2015/3 (N° 139), p. 89-127.

2 La prise en compte de la productivité du travail.

La comparaison internationale des coûts du travail entre pays très différents a assez peu de sens si elle ne tient pas compte de deux paramètres au moins :

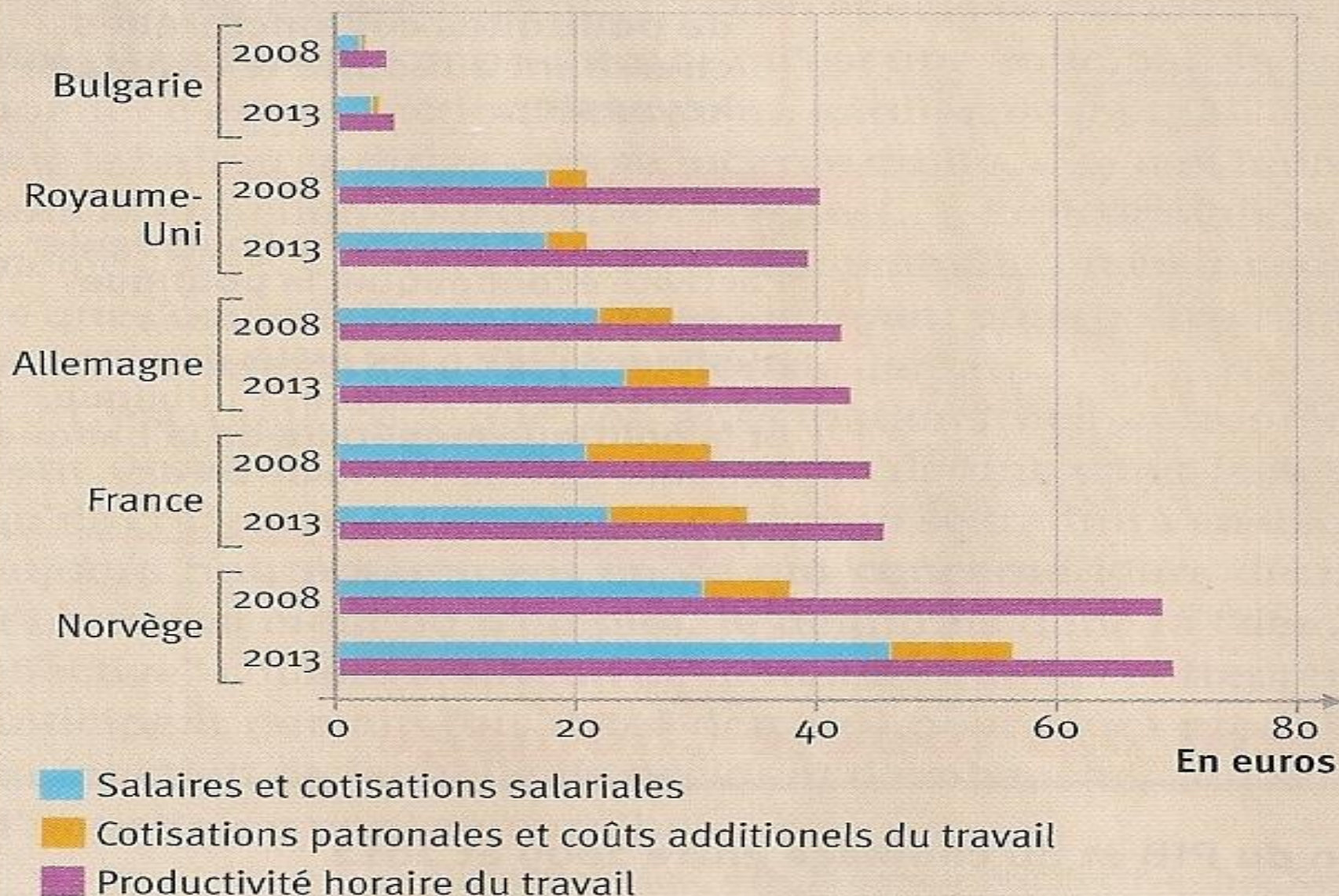
- d'une part les conditions globales d'implantation d'entreprises dans les pays à bas coût de main d'œuvre : si on a des travailleurs « pas chers » mais qu'on ne peut, ni leur faire parvenir les outils nécessaires à la production, ni exporter leur production, l'intérêt de ce type d'emplois se discute.

D'autant plus qu'il faut y ajouter l'ensemble des coûts de sécurité pour implanter une unité de production (exemple de l'Afrique).

- d'autre part, et surtout, il faut tenir compte de la productivité du travail : un travailleur productif peut également être un travailleur coûteux : c'est ce que l'on appelle le coût unitaire du travail, le coût par unité produite.

Et là, la France est bien placée.

Coût horaire du travail et productivité horaire dans différents pays de l'Union Européenne



C'est donc l'écart entre le coût du travail et la productivité du travail qui mesure le coût réel : plus l'écart est petit et plus le coût réel est grand puisque c'est là que l'employeur fait le moins de bénéfices.

En France, la productivité horaire est de 47 € par heure pour un coût du travail de 37 €. Le bénéfice horaire patronal est donc de 10 €.

En Allemagne, la productivité horaire est de 44 € pour un coût horaire de 35 € soit un bénéfice horaire de 9 € à peu près équivalent à celui de la France.

Le constat est identique quand on raisonne en productivité par travailleur en une année : un travailleur français a une productivité supérieure de 14.4% à la moyenne européenne et de 7% par rapport à l'Allemagne.

On voit donc qu'au final, et sauf pour le Royaume-Uni où l'écart entre productivité horaire et coût du travail est très important (18 € de bénéfice horaire), la productivité horaire permet bien d'égaliser la plupart des coûts du travail.

► Productivité nominale du travail par personne employée en 2015,
base 100 = moyenne européenne



N.B. : chiffres provisoires pour le Portugal, l'Espagne, les Pays-Bas et la France.

La productivité nominale du travail correspond à la quantité des richesses produites par employé.

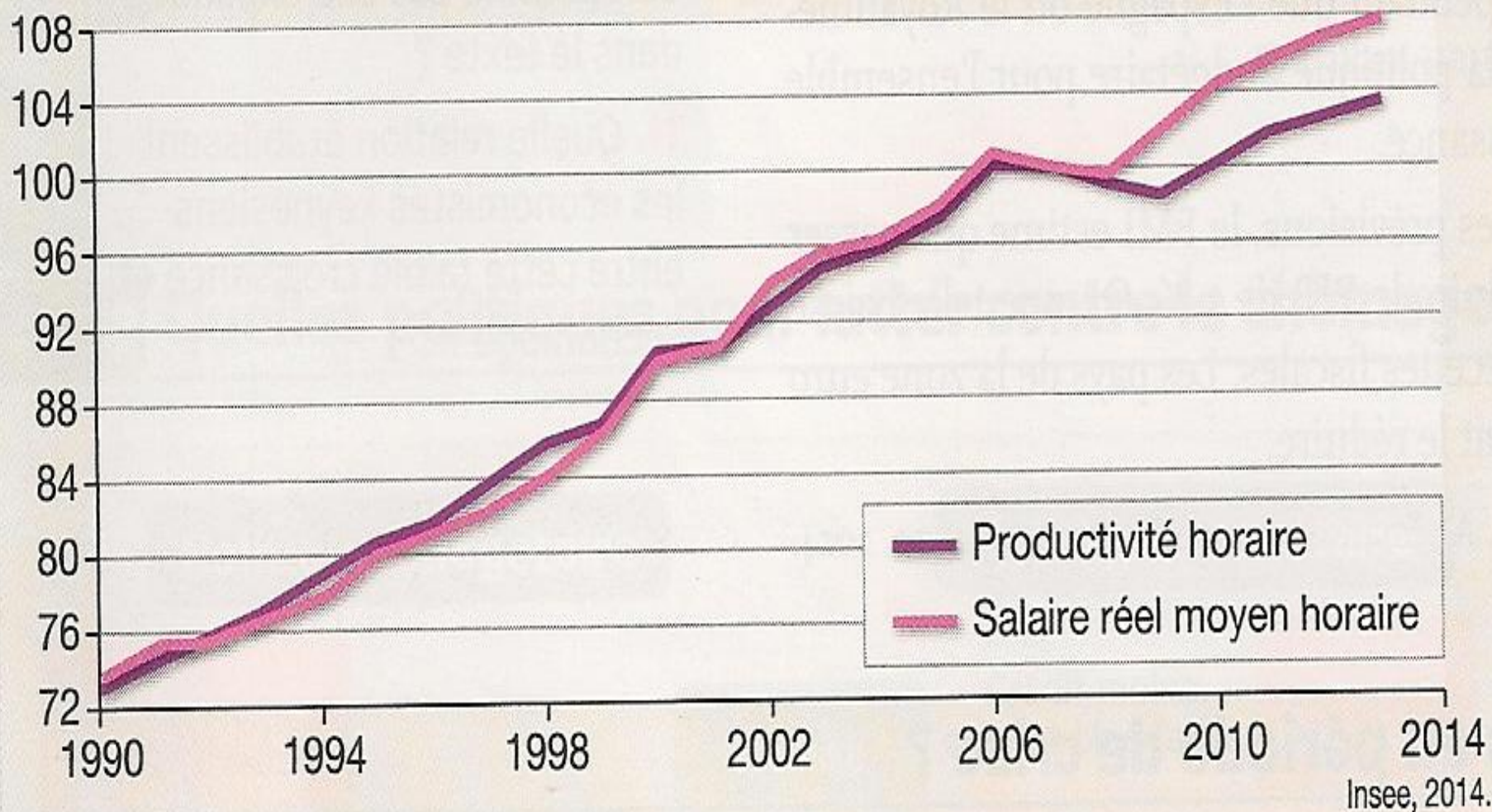
Source : Eurostat

Ce qu'il faut en fait « surveiller » c'est la progression entre productivité et coût du travail : si le coût du travail progresse plus vite que la productivité, alors le coût unitaire augmente, ce qui peut poser problème : c'est ce qui s'est produit pour la France à partir de 2008.

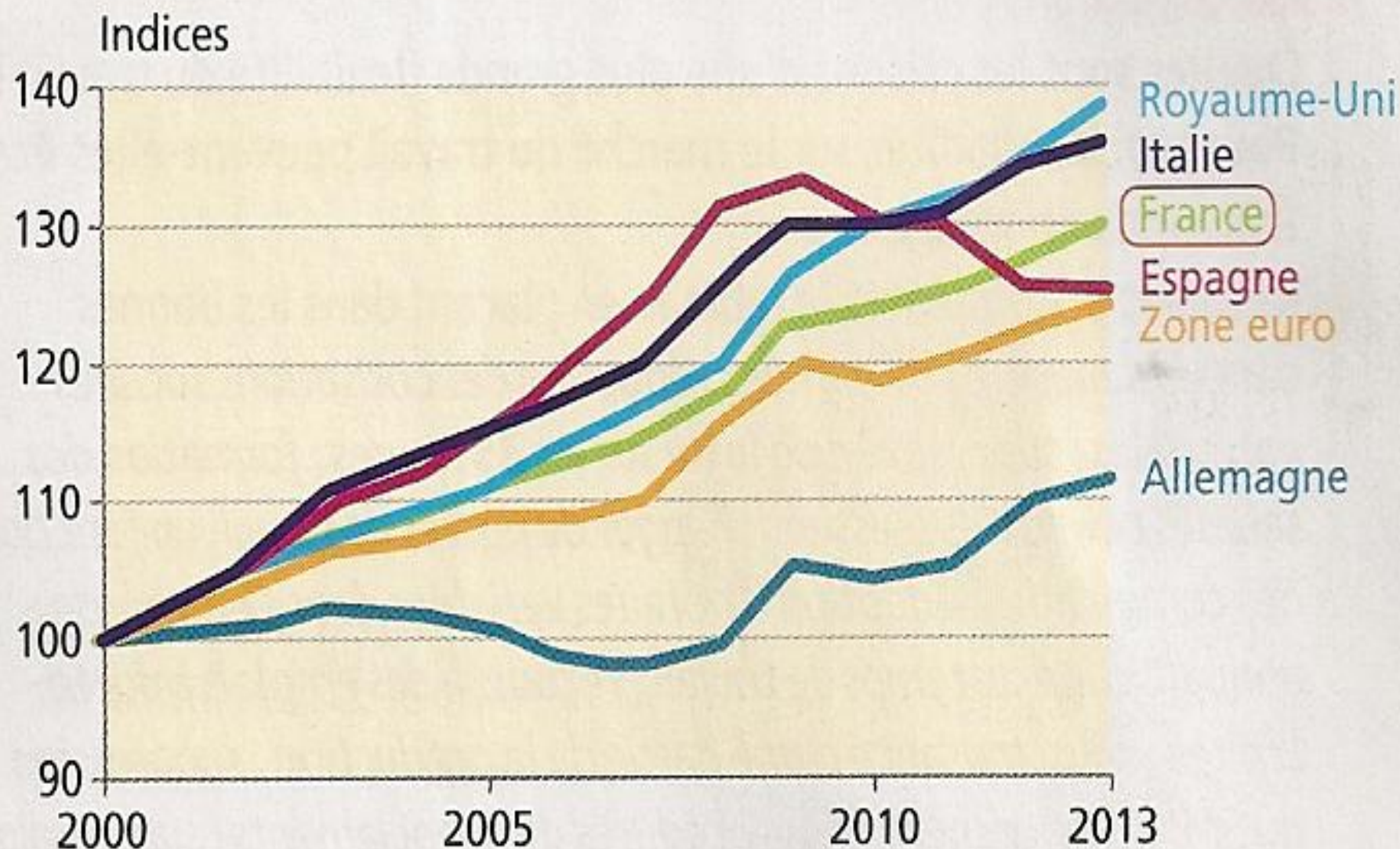
Pendant ce temps, certains pays (l'Espagne) font l'inverse : leur coût progresse moins vite que la productivité, donc le coût unitaire diminue : on peut appeler cela une forme de dumping salarial.

Salaire et productivité en France

Base 100 en 2007



Coût salarial unitaire nominal (base 100 en 2000)



Source : Eurostat, 2013.

Au final donc, l'argument du coût salarial trop élevé en France qui justifierait nos difficultés économiques est contestable :

- le coût du travail n'est pas franchement plus élevé que dans les pays concurrents de niveau identique
- il ne l'est plus si on tient compte de la productivité du travail
- il n'a pas significativement augmenté plus vite en France qu'ailleurs
- il l'est sans doute un peu plus dans le secteur des services, c'est-à-dire un secteur moins exposé à la concurrence internationale.
- dans ce secteur il peut éventuellement être un frein à l'embauche, mais en contrepartie un coût du travail plus élevé signifie également un pouvoir d'achat direct (salaire) ou indirect (protection sociale) lui-même plus élevé, donc une plus grande capacité de consommation.

Et il signifie également moins d'inégalités sociales et de pauvreté.

3 Protection sociale et coût du travail

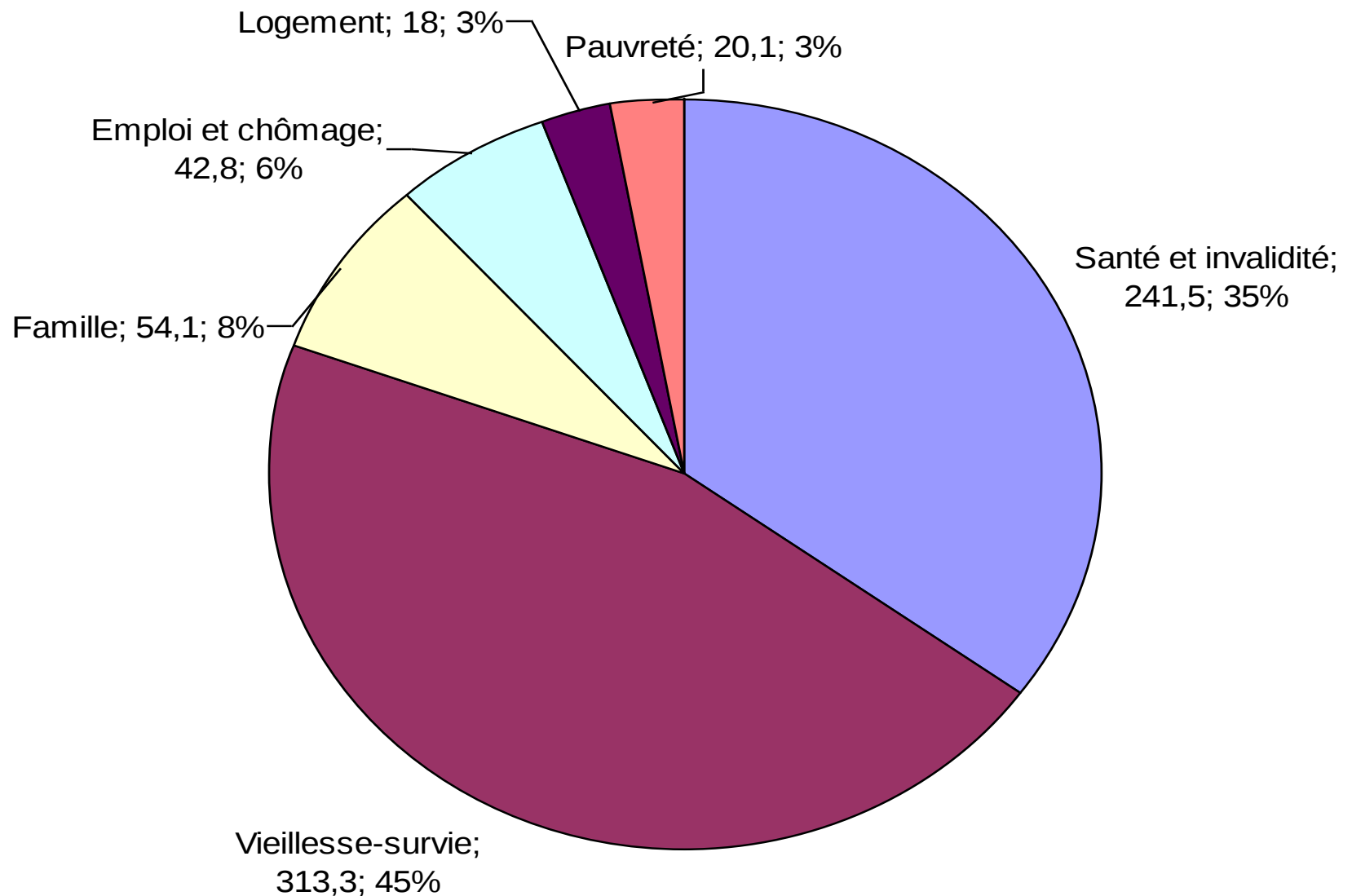
La protection sociale en France est l'une des plus « généreuses » au monde : la France y consacre pratiquement 34% de son PIB soit en 2014 pratiquement 690 milliards €

Deux postes représentent 80% de cette protection sociale : la santé et la vieillesse. La santé en France n'est pas l'une des plus chères au monde : la France y consacre 11% de son PIB, exactement comme l'Allemagne, la Suisse... Les Pays-Bas y consacrent 14% et les Etats-Unis 19%.

C'est sans doute sur la partie retraite que la France est un peu particulière : la France y consacre 15% de son PIB contre une moyenne européenne de 11.3% (et 10% pour l'Allemagne).

Mais il faudrait aussi s'interroger sur ce qui pousse les français à vouloir partir un peu plus tôt à la retraite que dans les autres pays (bonne raison : conditions de travail parfois plus difficiles, mauvaise raison : l'existence de régimes spéciaux un peu obsolètes)

**Dépenses de protection sociale en 2014 en milliards € (total : 689,8) et
en % du total**



Si la France décidait de consacrer à sa protection sociale le même effort que la zone euro en % du PIB, elle devrait redescendre à 29.4% soit 4.3 points de moins soit 94 milliards € de moins.

Ceci aurait sans doute un véritable impact sur le coût du travail (un gain moyen de 3600 € par an et par travailleur) mais le coût social serait lui aussi très important. C'est un véritable choix de société.

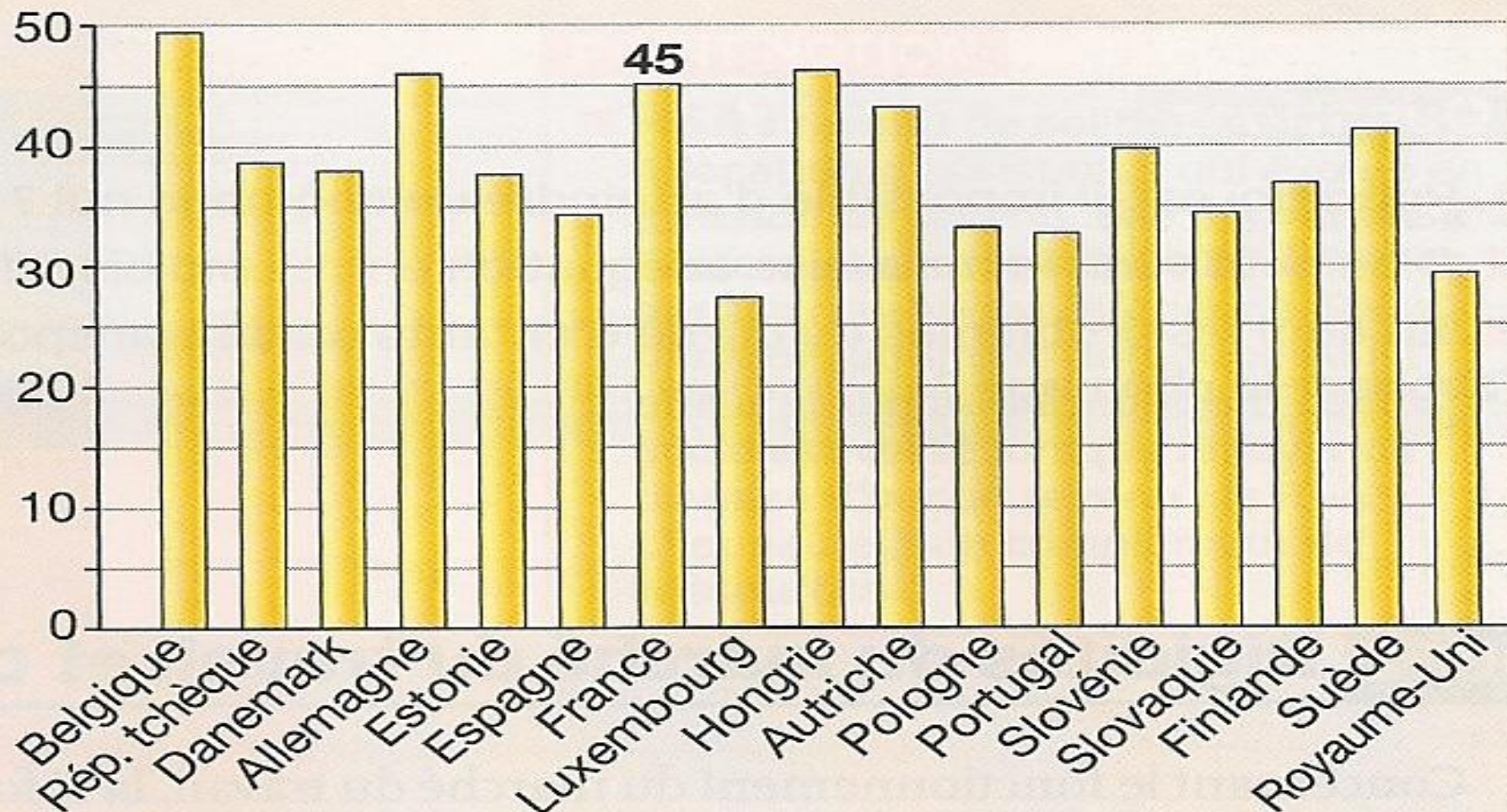
Une autre piste existe qui consiste à répartir les coûts de protection sociale sur l'ensemble des activités économiques, des revenus et des consommations, et pas seulement sur le travail.

En effet, concentrer sur le travail le poids de la protection sociale a un double inconvénient : alourdir le coût du travail et diminuer le salaire net.

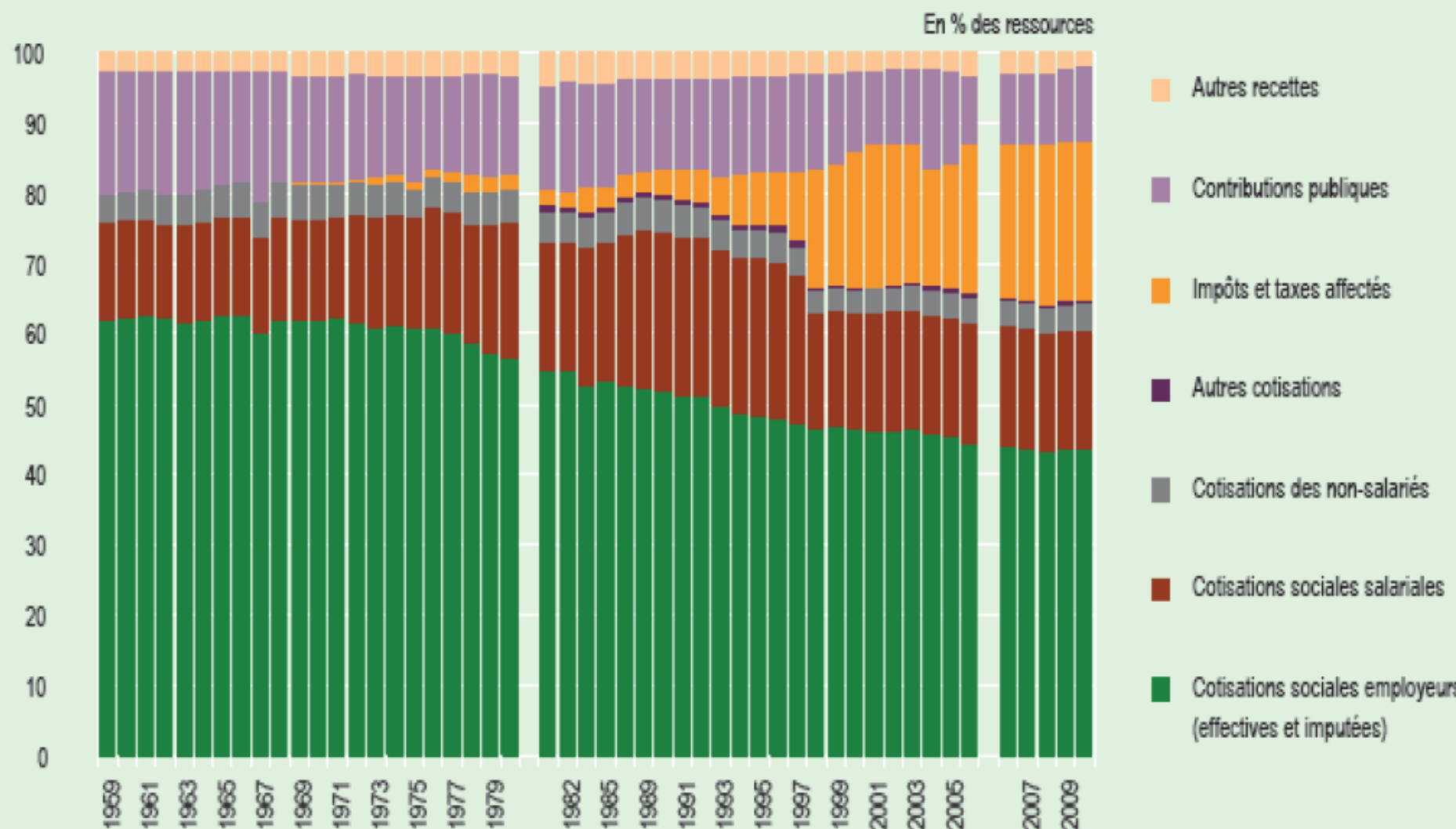
Ce mouvement de répartition est déjà bien engagé : en 1960 les cotisations sociales finançaient 80% de la protection sociale. Aujourd'hui c'est 66%, et presque le quart de la protection sociale est financée par les taxes et les impôts.

Le poids de la fiscalité sur le coût de la main-d'œuvre

En %



Structure des ressources de la protection sociale par type de prélèvement



Note • Les changements de base sont matérialisés par un blanc.

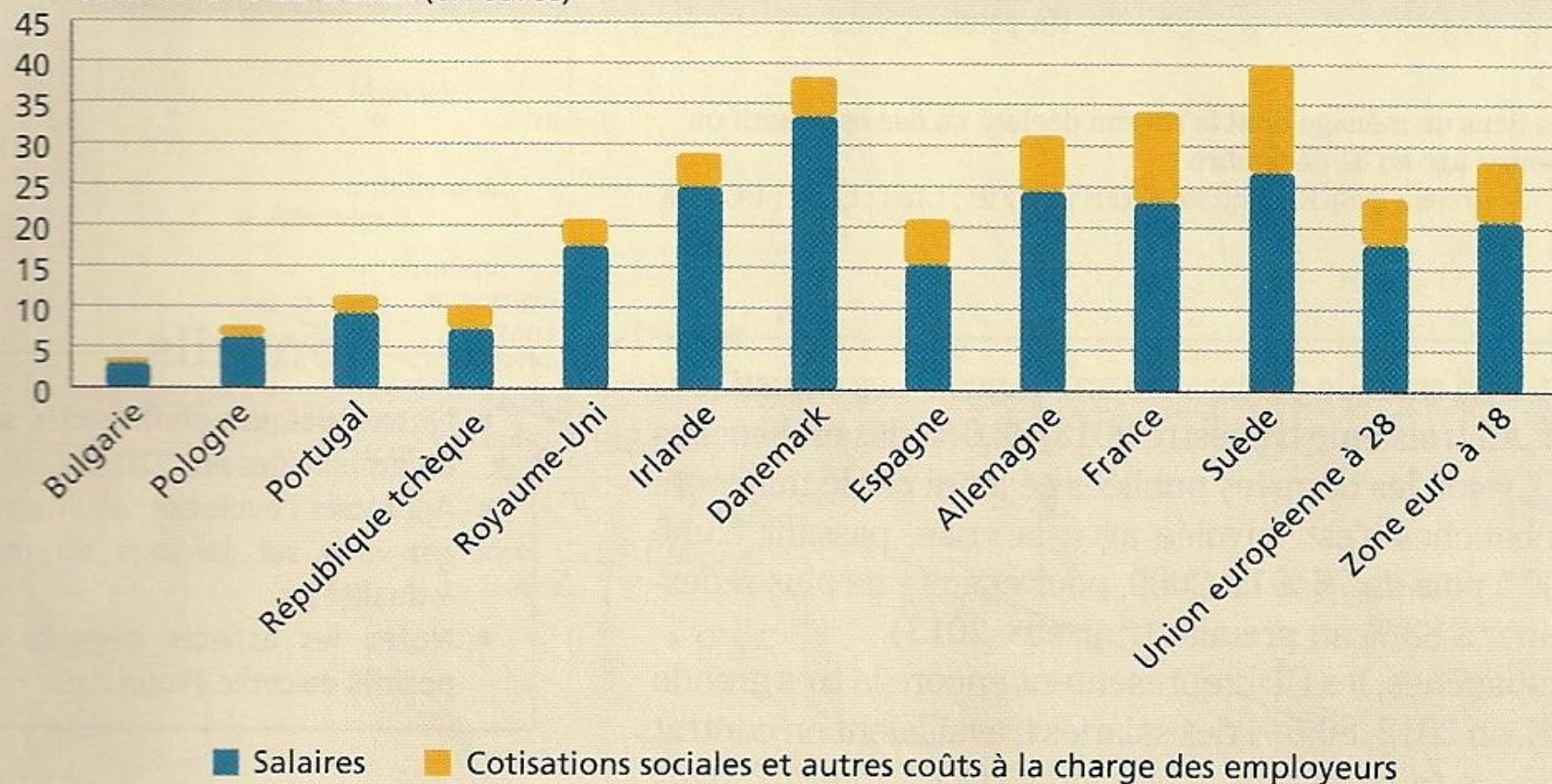
Lecture • En 2010, les contributions publiques représentent 10 % des ressources de la protection sociale (hors transferts).

Sources • DREES - Comptes de la protection sociale, bases 1970, 2000 et 2005 hors CADES et FRR.

Coût horaire de la main-d'œuvre en 2013 dans quelques pays de l'Union européenne (en euros)

Industrie, construction et services (sauf l'administration publique,
la défense et la Sécurité sociale obligatoire)

Coût horaire du travail (en euros)



La comparaison avec l'Allemagne est assez claire : le coût du travail allemand est légèrement inférieur à celui de la France, et pourtant le salaire net français est inférieur à celui de l'Allemagne.

On voit également que le salaire des danois est nettement supérieur à celui des autres pays, et que pourtant le coût du travail danois n'est qu'un peu supérieur aux autres.

Il y a donc bien deux pistes qui se combinent pour alléger le poids de la protection sociale sur le travail : faire des économies sociales, mais ce sera douloureux et peu populaire et/ou fiscaliser de plus en plus le financement de cette protection sociale.

Il reste néanmoins une question essentielle : est-on vraiment sûr qu'en diminuant le coût du travail par ces moyens on regagne en compétitivité et en emplois ?

C'est une idée qui est à la mode, mais est ce une idée qui est efficace ? La réponse n'est pas si évidente.

4 La baisse du coût du travail est elle efficace ?

Une certaine logique économique voudrait que :

- puisque le travail est moins cher, les produits sont plus compétitifs à l'exportation et contre les importations et donc que le commerce extérieur s'améliorerait.

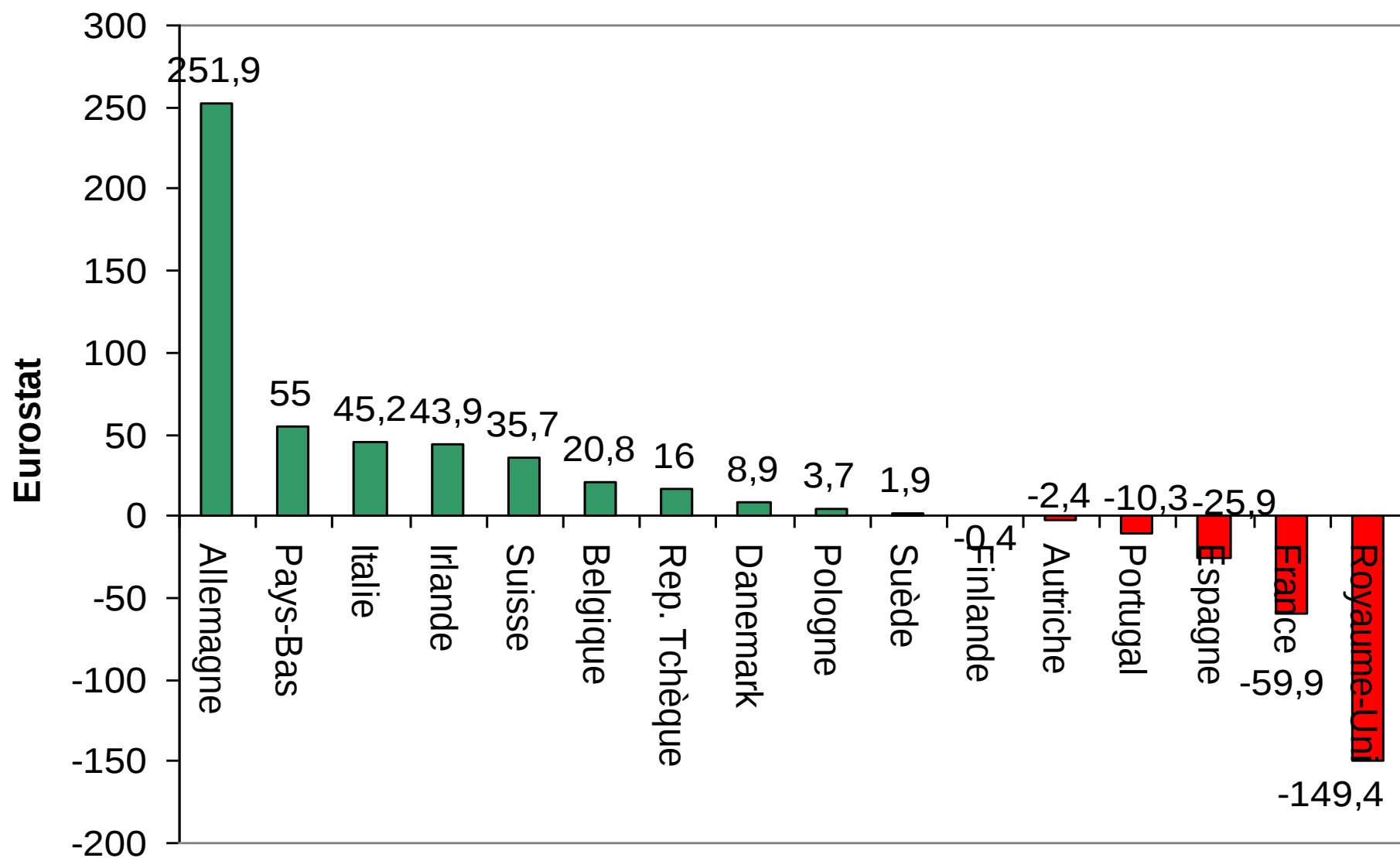
- et puisque le travail est moins cher, ceci inciterait les employeurs à embaucher davantage. Le chômage devrait alors baisser.

L'ennui, c'est que ces évidences ne sont pas vérifiées dans les faits :

- des pays à coût de main d'œuvre élevés comme l'Allemagne ou le Danemark dégagent des excédents commerciaux, là où des pays à coûts de main d'œuvre comparables ou plus faibles sont en déficit.

- et des pays ayant un coût de main d'œuvre plus élevé ont souvent des taux de chômage moins élevés.

Solde du commerce extérieur de biens en milliards € en 2015



Une première explication à ce « paradoxe » tient dans la spécialisation géographique et productive d'un pays comme la France.

70% de notre commerce extérieur est réalisé avec l'Union européenne, c'est-à-dire avec des pays dont les coûts de production sont assez proches des nôtres : si ces pays veulent nous acheter des produits, ce n'est pas essentiellement parce qu'ils sont moins chers mais parce qu'ils sont spécifiques : si on veut moins cher on commerce avec l'Asie.

La France s'est malheureusement spécialisée dans des productions de gamme moyenne voire inférieure qui sont justement sensibles aux coûts.

A l'inverse, nos concurrents d'Europe du nord (et l'Allemagne) sont spécialisés dans des productions haut de gamme relativement insensibles aux coûts et aux prix. Ceci leur permet alors à la fois d'exporter plus et d'avoir un coût de travail relativement élevé.

Pays	Coût horaire de la main-d'œuvre dans l'industrie manufacturière en 2008 en €	Coût horaire de la main-d'œuvre dans l'industrie manufacturière au 3 ^e trimestre 2014 en €	Taux de chômage harmonisé en 2008	Taux de chômage harmonisé en octobre 2014
Zone euro	27,69	32,55	7,6	11,5
Allemagne	33,37	37,93	7,4	4,9
Espagne	20,28	22,70	11,3	24
France	33,16	36,81	7,4	10,5
Finlande	30,12	36,06	6,4	8,9
Italie	24,02	28,02	6,7	13,2
Royaume-Uni	21,48	22,64	5,6	5,9

Source : Eurostat, enquêtes ECMO 2008 et enquête 2012 prolongée au 3^e trimestre 2014.

Ce tableau nous confirme l'absence de lien statistique clair entre coût du travail et chômage :

- par pays : l'Allemagne a un coût bien plus élevé que l'Espagne, mais un taux de chômage bien plus bas. Son taux de chômage est le même que celui du Royaume-Uni, mais son coût du travail beaucoup plus élevé.

- par période : si dans la zone euro le coût du travail augmente, ainsi que le chômage, pour l'Allemagne c'est l'inverse.

En Finlande, le coût du travail a augmenté de 19.7% et le chômage de 39%, en France le coût du travail a augmenté de 11% et le chômage de 42%. En Espagne et en Italie, le coût du travail augmente de 12% et 16%, mais le taux de chômage double.

On voit donc qu'une politique qui viserait à réduire le chômage par une réduction du coût du travail aurait des effets incertains.

L'une des raisons de ceci tient dans l'utilisation de la réduction du coût du travail.

Globalement, si la réduction du coût du travail se traduit de la part des entreprises par un surcroît d'investissement productif, l'effet pourrait être positif sur l'emploi grâce à un regain de compétitivité.

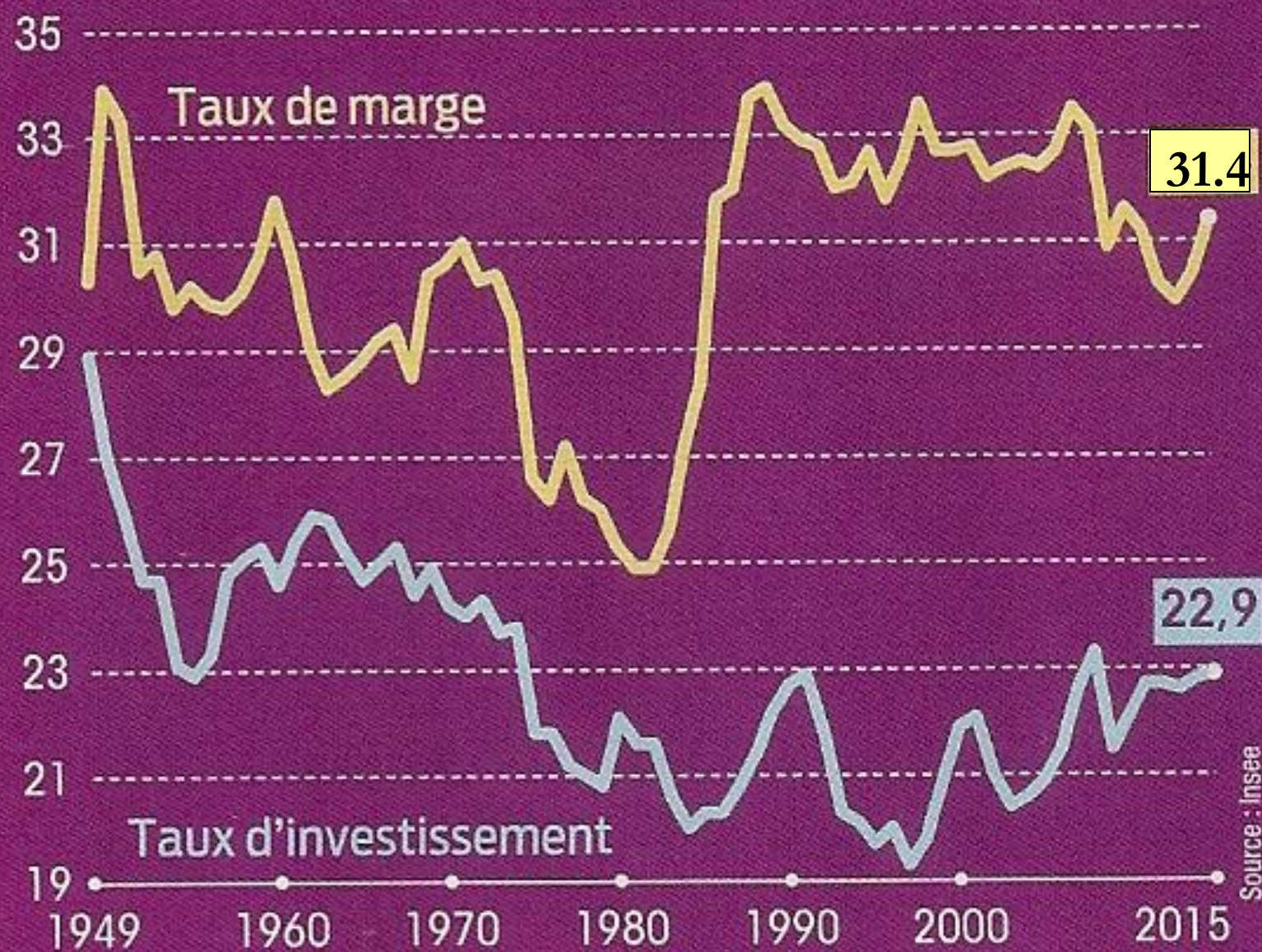
Mais si cette réduction ne sert qu'à restaurer les marges et ne se traduit pas par plus d'investissement et d'embauche, mais par plus de profits pour l'actionnaire, le gain en emploi risque d'être dérisoire.

De ce côté-là l'histoire en France ne nous incite guère à l'optimisme : le taux de marge (ce qui reste à l'entreprise une fois payés les impôts sur la production et le coût du travail) est passé de 25% en 1980 à 31.4% aujourd'hui.

Le taux d'investissement, lui, est passé de 22% à 23% ! En 1949 il y avait 1 point d'écart entre les deux taux, 3 points d'écart en 1980 et 8.5 points aujourd'hui.

La phrase d'Helmut Schmidt « les profits d'aujourd'hui font les investissements de demain et les emplois d'après demain » est une véritable tarte à la crème dans le cas de la France.

► Taux de marge et taux d'investissement, en %
de la valeur ajoutée des sociétés non financières



Source : Insee

Conclusion

Il n'est pas question de laisser dériver le coût du travail, et la limite se situe au niveau de l'évolution de la productivité du travail.

Baisser le coût du travail pour retrouver de la compétitivité et de l'emploi n'a d'intérêt que si tout le monde joue le jeu, patronat compris. Comme ce ne semble pas être le cas, il faut alors en passer par des garanties vérifiables.

Plus globalement, la stratégie d'un pays comme la France, consistant à vouloir se spécialiser dans le « moins disant » est sans doute vouée à l'échec car il y aura toujours moins cher.

Posons nous une question : si on parvenait vraiment à réduire notre protection sociale de 90 milliards €, ne vaudrait-il mieux pas les utiliser alors dans la formation, la recherche, l'innovation..., bref tout ce qui nous permettrait de nous spécialiser dans les productions de compétitivité hors prix ? C'est le modèle d'Airbus et des chantiers navals et on aimerait que ce soit notre modèle dominant.